

Le 05 août 2015,

Lettre ouverte au Président de la République Française

Monsieur le Président,

*« Nous vous faisons une lettre que vous lirez peut-être, si vous avez le temps... »*

À l'issue du Conseil des Ministres du 31 juillet 2015, nous apprenons, la décision du Ministère de la Défense, d'une expansion des effectifs militaires sur le Camp du Larzac.

Le Ministère annonce la venue à terme de 1200 militaires permanents de la Légion Étrangère alors que le départ annoncé du CEITO nous avait fait entrevoir l'opportunité d'une fermeture du camp et sa reconversion à usage civil.

Cette décision a été prise à l'initiative d'élus locaux en négociations secrètes au Ministère de la Défense sans que les populations locales ne soient ni informées et ni consultées.

En pleine période de restrictions budgétaires, le Ministère et le département de l'Aveyron ont annoncé le déblocage de crédits publics importants pour des aménagements tant militaires que civils liés à l'augmentation du nombre de militaires.

Ce qui est présenté comme une « chance » pour le Sud-Aveyron remet en cause 34 ans d'une cohabitation pacifique qui a permis un développement du Larzac fondé sur des activités agricoles, touristiques, patrimoniales et économiques.

Ce territoire a vu sa population et son activité augmenter significativement. Entre outre, la vocation pastorale des causses a été reconnue par l'inscription au patrimoine mondial de l'Unesco.

Cette décision et ses conséquences mettent en péril la réflexion déjà engagée et souhaitée d'un avenir civil du Larzac, s'inscrivant dans une dynamique solidaire et humaniste.

L'État rompt ainsi le contrat moral établi en 1981 avec François Mitterrand pour mettre fin à 10 ans de lutte contre le projet d'extension du Camp du Larzac.

Nous vous demandons, Monsieur le Président, d'annuler cette décision.

Vigilants et déterminés, nous sommes pour un avenir civil du Larzac.

Des paysans, des habitants, des citoyens du Larzac et d'ailleurs réunis le 4 Août 2015 :